

mentionnés à l'article ***L. 5151-11*** ou, lorsque des dispositions particulières le prévoient, leurs organismes de collecte.

L. 6333-2

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Caisse des dépôts et consignations peut recevoir des ressources supplémentaires mentionnées au VI de l'article ***L. 2254-2*** et aux articles ***L. 6323-4***, ***L. 6323-11***, ***L. 6323-13***, ***L. 6323-14***, ***L. 6323-29*** et ***L. 6323-37***.

L. 6333-3

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Caisse des dépôts et consignations reçoit les ressources supplémentaires prévues par un accord collectif de branche et destinées à financer l'abondement du compte personnel de formation. Cet accord détermine les priorités et modalités d'abondement.

Elle peut également recevoir des ressources supplémentaires destinées à financer l'abondement du compte personnel de formation versées à cet effet par l'employeur hors accord collectif d'entreprise ou de branche.

L. 6333-4

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Caisse des dépôts et consignations est habilitée à conduire les procédures d'attribution des marchés publics répondant à ses besoins pour la mise en œuvre du compte personnel de formation ainsi qu'à conclure ces marchés et à assurer le suivi de leur exécution.

La Caisse des dépôts et consignations peut conclure avec toute personne morale des conventions, notamment financières, dont l'objet est de promouvoir le développement de la formation professionnelle continue pour tout ou partie des titulaires du compte personnel de formation.

L. 6333-5

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Caisse des dépôts et consignations conclut avec l'Etat une convention triennale d'objectifs et de performance qui définit notamment la part des ressources mentionnées aux articles ***L. 6333-1*** et ***L. 6333-2*** destinée à financer les frais de mise en œuvre de ses missions, dont le financement des traitements automatisés de données à caractère personnel mentionnés aux articles ***L. 5151-6***, ***L. 6111-7*** et ***L. 6323-8***.

La Caisse des dépôts et consignations rend compte trimestriellement à France compétences de l'utilisation de ses ressources et de ses engagements financiers dans des conditions prévues par décret.

Elle élabore un rapport annuel de gestion du compte personnel de formation remis à France compétences.

Ce rapport est transmis au Parlement et aux ministres chargés de la formation professionnelle et du budget.

Section 2 : Gestion

L. 6333-6

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Caisse des dépôts et consignations gère les ressources mentionnées au premier alinéa de l'article ***L. 6333-1*** et à l'article ***L. 6333-2*** au sein d'un fonds dédié dont elle assure la gestion administrative, financière et comptable dans un compte spécifique ouvert dans ses livres. Les ressources mentionnées au premier alinéa de l'article ***L. 6333-1*** sont mutualisées dès réception.

Les ressources supplémentaires mentionnées à l'article ***L. 6333-2*** font l'objet d'un suivi comptable distinct. Il en est de même des ressources mentionnées au dernier alinéa de l'article ***L. 6333-1***.